SDS - Systems Development & Solutions
SARL AU CAPITAL DE 7 500,00 € - R.C.S. Créteil 452 870 561
3, avenue de Verdun 94410 saint Maurice

04 b 1235

DEPOT AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRETEIL
LE - 4 NOV. 2004
SOUS LE N° 1h367

Assemblée générale extraordinaire du 4 octobre 200

Les soussignés :

- Madame Françoise PLAGNE, demeurant 3 avenue de Verdun – 94410 SAINT MAURICE
- Monsieur Emmanuel KOT, demeurant 134, rue Fiéffé – 33800 BORDEAUX
- Monsieur Pascal LEIBOVICI, demeurant 35, rue Victor Massé – 75009 PARIS

agissant en qualité d'associés de la société SYSTEMS DEVELOPMENT & SOLUTIONS, société à responsabilité limitée, au capital de 7.500 euros dont le siège social est fixé à 3, avenue de Verdun – 94410 SAINT-MAURICE

Première résolution :

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance des cessions de parts intervenues entre Madame Françoise PLAGNE et Monsieur Bernard LEIBOVICI aux termes d'un acte en date du 4 octobre 2004, décide de modifier comme suit l'article 8 des statuts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

Article 7 - Apports

Apports en espèces

Françoise LEIBOVICI apporte à la société la somme de : 1 875 euros

Bernard LEIBOVICI apporte à la société la somme de : 1 875 euros

Apports en nature

- Emmanuel KOT apporte à la société en jouissance :
  un multimètre de marque Ketley modèle 2000 d'une valeur de 1875 euros ;

- Pascal LEIBOVICI apporte à la société en jouissance :
  un oscilloscope de marque Tecktronix modèle TDS360 d'une valeur de 1000 euros,
  une sonde haute tension de marque Tecktronix modèle P6015A d'une valeur de 875 euros.

Laquelle somme a été déposée au crédit du compte n° 00020041210
ouvert au nom de la société auprès de La Société Générale Charenton (94220)

F.P. E K

récapitulation des apports

- Françoise LEIBOVICI apporte la somme de 1 875 euros
- Bernard LEIBOVICI apporte la somme de 1 875 euros
- Emmanuel KOT apporte en nature l'équivalent de 1875 euros
- Pascal LEIBOVICI apporte en nature l'équivalent de 1875 euros

Total des parts formant le capital social : 7500 euros

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de sept mille cinq cent euros.
Il est divisé en 100 parts de 75 euros chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Madame Françoise PLAGNE à concurrence de 25 parts, numéro 1 à 25 ;
- Monsieur Bernard LEIBOVICI à concurrence de 25 parts, numéro 26 à 50 ;
- Monsieur Emmanuel KOT à concurrence de 25 parts, numéro 51 à 75 ;
- Monsieur Pascal LEIBOVICI à concurrence de 25 parts, numéro 76 à 100 ;

Total des parts formant le capital social de 7500 euros soit 100 parts.

Conformément à l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966, les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée et sont toutes entièrement libérées.

<u>Deuxième résolution :</u>

Les associés ont procédé à la nomination d'un nouveau gérant en remplacement de Madame Françoise PLAGNE épouse LEIBOVICI, demeurant 3 avenue de Verdun à 94410 Saint Maurice, démissionnaire en date du 1er octobre 2004 :

Monsieur Bernard LEIBOVICI
Née le 15 avril 1949 à Paris 14ème
de nationalité française
demeurant à 3 avenue de Verdun – 94410 SAINT-MAURICE

est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée, à compter du 5 octobre 2004.

Dans ses rapports avec les tiers de bonne foi, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant a tous pouvoirs pour engager la société, à l'exception des actes suivants qui nécessitent une autorisation préalable prise en assemblée générale ordinaire :

- Prise de participation dans d'autres sociétés.

La rémunération du gérant sera fixée ultérieurement.

Monsieur Bernard LEIBOVICI déclare accepter ces fonctions et ne tomber sous le coup d'aucune interdiction ou déchéance prévue par la loi d'exercer la fonction de gérance.

<u>Troisième résolution :</u>

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales

Fait à Saint-Maurice,
En double exemplaire,
Le 4 octobre 2004

Leibovici

SLS Systems Development & Solutions
SARL AU CAPITAL DE 7 500,00 € constitué de 100 parts de 75 € chacune
R.C.S. Créteil 452 870 561
3, avenue de Verdun 94410 Saint Maurice

Entre les soussignés :
Madame Françoise PLAGNE, épouse LEIBOVICI ci-après dénommé " Le cédant ", d'une part demeurant 3 avenue de Verdun à 94410 Saint Maurice, née le 3 février 1963 à Charenton-le-Pont (94410) , mariée sous le régime de la communauté, de nationalité française.
Monsieur Bernard LEIBOVICI, ci-après dénommé " Le cessionnaire ", d'autre part, demeurant 3 avenue de Verdun à 94410 Saint Maurice, né le 15 avril 1949 à paris 14ème, marié sous le régime de la communauté, de nationalité française.

Il a été convenu ce qui suit :

1 – Cession des parts

Par les présentes, Madame Françoise PLAGNE cède, avec les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Bernard LEIBOVICI qui accepte, les parts sociales de 75 euros chacune, numérotées de 26 à 50, dont il est propriétaire.
Monsieur Bernard LEIBOVICI sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.
En conséquence, celui-ci aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.
Il sera subrogé dans tous les droits et obligations liés aux parts qui lui ont été cédées.
Monsieur Bernard LEIBOVICI reconnaît avoir reçu, avant ce jour un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par le gérant ; ainsi qu'un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.

2 – Prix. Modalités de paiement

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 75 euros par part, soit au total 1875 euros pour les 25 parts cédées, laquelle somme a été payée comptant au moyen d'un chèque par le cessionnaire au cédant qui lui en donne quittance.

3 – Agrément des associés

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, la procédure d'agrément du cessionnaire par les autres associés n'est pas nécessaire dans le cadre de la présente cession.

4 - Origine de la propriété

Les parts cédées dépendent de la communauté de biens existant entre Madame Françoise PLAGNE et son conjoint Monsieur Bernard LEIBOVICI, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société.

5 – Déclaration pour l'enregistrement
Pour la perception des droits d'enregistrement, les parties déclarent que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés ; et que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la société. En conséquence, les droits de cession des parts sociales sont dus au taux de 4,80 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

BL
FP

6 – ormalités de publicité

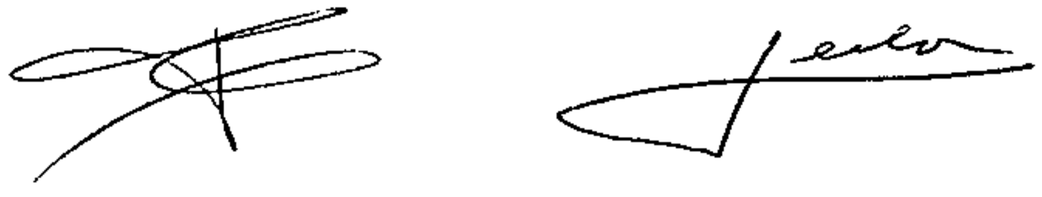
Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

9 – Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par Monsieur Bernard LEIBOVICI, cessionnaire.

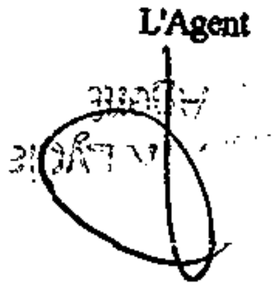
Fait à Saint Maurice, le 4 octobre 2004.

La gérante



Enregistré à : RECETTE DE CHARENTON LE PONT
Le 18/10/2004 Bordereau n°2004/344 Case n°1 Ext 1005
Enregistrement : 15 €
Timbre : 24 €
Total liquidé : trente-neuf euros
Montant reçu : trente-neuf euros

L'Agent



STATUTS

Acte conforme à l'original

LES SOUSSIGNES,

- Françoise PLAGNE épouse LEIBOVICI, demeurant 3, avenue de Verdun – 94410 SAINT MAURICE, née le 3 février 1963 à Charenton-le Pont (94410), de nationalité française,

- Emmanuel KOT, demeurant 134 rue Fieffé – 33800 BORDEAUX, né le 7 août 1961 à Paris 11ème, de nationalité française,

- Pascal LEIBOVICI, demeurant 35, rue Victor Massé – 75009 PARIS, né le 18 avril 1958 à Paris 14 ème, de nationalité française,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

LK

PL F.P.

EE

CHAPITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et le décret n° 67-236 du 23 mars 1967, modifiés, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet : la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle,
Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement tant en France qu'à l'étranger.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : SYSTEMS DEVELOPMENT & SOLUTIONS

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social.

tk

pl ee F.P.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 3, avenue de Verdun – 94410 SAINT-MAURICE

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire :

- de l'assemblée des associés, en cas de pluralité d'associés
- de l'associé unique, en cas d'EURL.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er avril et finit le 31 mars de chaque année.

Le premier exercice sera clôturé le 31 mars 2005.

ARTICLE 6 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Répertoire de la Chambre des Métiers et au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

EK

PL F.P.

CHAPITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - <u>APPORTS</u>

APPORTS EN ESPECES

Françoise LEIBOVICI apporte à la société la somme de : 3 750 euros

APPORTS EN NATURE

- Emmanuel KOT apporte à la société en jouissance :
  un multimètre de marque Ketley modèle 2000 d'une valeur de 1875 euros ;

- Pascal LEIBOVICI apporte à la société en jouissance :
  un oscilloscope de marque Tecktronix modèle TDS360 d'une valeur de 1000 euros,
  une sonde haute tension de marque Tecktronix modèle P6015A d'une valeur de 875 euros.

Laquelle somme a été déposée au crédit du compte n°
ouvert au nom de la société en formation auprès de .....

L·K

PL
Oe F.P.

CHAPITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

APPORTS EN ESPECES

Françoise LEIBOVICI apporte à la société la somme de : 1 875 euros

Bernard LEIBOVICI apporte à la société la somme de : 1 875 euros

APPORTS EN NATURE

- Emmanuel KOT apporte à la société en jouissance :
  un multimètre de marque Ketley modèle 2000 d'une valeur de 1875 euros ;

- Pascal LEIBOVICI apporte à la société en jouissance :
  un oscilloscope de marque Tecktronix modèle TDS360 d'une valeur de 1000 euros,
  une sonde haute tension de marque Tecktronix modèle P6015A d'une valeur de 875 euros.

Laquelle somme a été déposée au crédit du compte n° 00020041210
ouvert au nom de la société auprès de La Société Générale Charenton (94220)

F.P EK

RECAPITULATION DES APPORTS

- Françoise LEIBOVICI apporte la somme de 1 875 euros
- Bernard LEIBOVICI apporte la somme de 1 875 euros
- Emmanuel KOT apporte en nature l'équivalent de 1875 euros
- Pascal LEIBOVICI apporte en nature l'équivalent de 1875 euros

Total des apports formant le capital social : 7 500 euros

ARTICLE 8 - <u>CAPITAL SOCIAL</u>

Le capital social est fixé à la somme de sept mille cinq cent euros.
Il est divisé en 100 parts de 75 euros chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Madame Françoise PLAGNE à concurrence de 25 parts, numéro 1 à 25 ;
- Monsieur Bernard LEIBOVICI à concurrence de 25 parts, numéro 26 à 50 ;
- Monsieur Emmanuel KOT à concurrence de 25 parts, numéro 51 à 75 ;
- Monsieur Pascal LEIBOVICI à concurrence de 25 parts, numéro 76 à 100 ;

Total des parts formant le capital social de 7500 euros soit 100 parts.

Conformément à l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966, les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée et sont toutes entièrement libérées.

F.P. EK PL

CHAPITRE IV GESTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.
Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :
- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

Le premier gérant sera désigné par un acte de nomination séparé.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.
L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société atteint deux des trois seuils définis par l'article 12 du décret n° 67-236 modifié du 23 mars 1967, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

EK

PL F.P.

CHAPITRE V CONVENTION ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés conformément à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

Et
ou pl F.P.

CHAPITRE VI DECISIONS COLLECTIVES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la Loi Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.
Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

de t'
pc F.P.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.
Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé.
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit Ce délai est fixé par le ou les gérants, sans pouvoir être inférieur à 15 jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

ac tic

pc F.P.

CHAPITRE VII AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 pour cent pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.
Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.
Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

ee LK

PL F.P.

CHAPITRE VIII TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leur fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

ae tk

pc F.P.

CHAPITRE IX JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé (annexe 1).

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêt de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à Saint-Maurice

Le 30 mars 2004

En quatre exemplaires originaux

Laboucu

PL

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE DE NOMINATION DU PREMIER GERANT

Les soussignés :

- Madame Françoise PLAGNE, demeurant à 3 avenue de Verdun – 94410 SAINT-MAURICE
- Monsieur Emmanuel KOT, demeurant 134, rue Fieffé – 33800 BORDEAUX
- Monsieur Pascal LEIBOVICI, demeurant 35 rue Victor Massé – 75009 PARIS

agissant en qualité d'associés fondateurs de la société SYSTEMS DEVELOPMENT & SOLUTIONS,
société à responsabilité limitée, en formation, au capital de 7.500 euros dont le siège social est fixé à 3, avenue de Verdun – 94410 SAINT-MAURICE

Ont procédé à la nomination du premier gérant :

Madame Françoise PLAGNE, épouse LEIBOVICI
Née le 3 février 1963 à Charenton-le-Pont (94)
de nationalité française
demeurant à 3 avenue de Verdun – 94410 SAINT-MAURICE

est nommée gérante de la société pour une durée indéterminée.

Dans ses rapports avec les tiers de bonne foi, la gérante est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Dans ses rapports avec les associés, la gérante a tous pouvoirs pour engager la société, à l'exception des actes suivants qui nécessitent une autorisation préalable prise en assemblée générale ordinaire :

- Prise de participation dans d'autres sociétés.

La rémunération de la gérante sera fixée ultérieurement.

Madame Françoise PLAGNE déclare accepter ces fonctions et ne tomber sous le coup d'aucune interdiction ou déchéance prévue par la loi d'exercer la fonction de gérance.

Fait à Saint-Maurice,
En double exemplaire,
Le 30 mars 2004

Leibovici

Bon pour acceptation de fonctions

Certifié conforme à l'original
le présent
Françoise PLAGNE